

6 Société et Culture

Enseignement supérieur/Colloque international sur la déclaration de Libreville du 11 février 2005

Débat autour du système LMD en Afrique centrale

Anita J. TSOUMBA

Libreville/Gabon

DANS le cadre des journées dites Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) qui venaient d'être organisées à l'Université Omar Bongo (UOB), la faculté de Droit et Sciences économiques (FDSE) a animé, les 16 et 17 mars derniers, un colloque international sur le système de formation dans l'enseignement supérieur et la formation professionnelle dans la sous-région.

La rencontre scientifique, qui a réuni d'éminents enseignants des pays de la Cémac, avait pour objet d'évaluer, primo, le système LMD (Licence-Master-Doctorat) depuis sa mise en place dans le système universitaire de la sous-région en 2006. Et secundo, d'envisager des axes d'amélioration afin de rendre ce système plus efficace et compétitif pour espérer atteindre les résultats escomptés.

Deux jours durant, la réflexion a donc porté sur l'harmonisation des enseignements pour la construction d'un marché commun de l'enseignement supérieur en zone Cémac. "La déclaration de



Photo : A.J.T

Les panélistes.

Libreville du 11 février 2005 sur la construction de l'espace Cémac de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation professionnelle : bilan et perspectives", était le thème de ces journées. Auxquelles ont pris part le président de la commission Cémac, l'ancien Premier ministre gabonais, le Pr Daniel Ona Ondo.

Faisant l'autopsie du système d'enseignement LMD depuis son expérimentation il y a 12 ans dans les universités et autres grandes écoles en Afrique centrale, les panélistes se sont accordés sur le fait que l'application actuelle du système LMD est loin d'être celui voulu par la directive du 11 mars 2006. Pour preuve, « l'appropriation du système LMD par les institutions étatiques, le



Photo : A.J.T

... et les étudiants qui ont pris une part active aux échanges.

corps enseignant, le corps administratif et les étudiants est restée insuffisante», a déclaré Joseph Fometeu, professeur titulaire de droit privé à l'université de Ngaoundéré au Cameroun. Et Jean-Claude Ngnintedem, Maître de conférences de la même



Photo : A.J.T

Les enseignants présents au colloque...

que dans le système d'évaluation des étudiants.»

En clair, tant que les moyens financiers ne seront pas au rendez-vous, ce système connaîtra toujours des approximations. Alors que le système LMD a pour « vocation première de préparer les étudiants à affronter directement le monde du travail.»

PISTES• Mais, le constat ainsi établi a démontré que les enseignements demeurent jusque-là théoriques, en raison de l'absence quasi-totale des formations pratiques. Dans ce cas, comment préparer les étudiants à aller sur le marché du travail s'ils n'ont pas de connaissances pratique ? Plusieurs pistes de réflexion ont été envisagées pour l'implémentation correcte de ce système dans notre sous-région.

Entre autres, la création d'un véritable marché commun de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, l'attribution des budgets conséquents pour répondre aux exigences de ce système d'enseignement supérieur, l'instauration dans les programmes des matières pratiques et des professionnels pour bien préparer les étudiants à affronter le marché du travail sans le truchement d'une école spécialisée.

L'autre solution mise en évidence est la mise en œuvre des mécanismes devant permettre une réelle appropriation de ce système par les corps enseignant, administratif et par les étudiants, notamment par l'organisation des ateliers et des séminaires.

Pour le Pr Pamphile Mezui Mbeng, maître de conférences au département d'économie à l'université Omar Bongo (UOB), « la création d'un marché commun de l'enseignement passe également par l'harmonisation des frais d'écologie pour favoriser la mobilité dans la zone Cémac.» A condition, a-t-il poursuivi, de revoir les critères d'octroi de bourses, notamment au Gabon. Et de créer un département de l'Enseignement supérieur au sein de l'institution communautaire.

Traitement équitable de l'information en période électorale

"Une presse impartiale qui traite l'information avec équilibre est possible au Gabon"

R.H.A

Libreville/Gabon

C'est l'analyse faite après la publication du dernier rapport d'observation du projet "Mieux informer les citoyens du Gabon". Hormis les journalistes formés sur les bonnes pratiques journalistiques, les observateurs ont noté une nette amélioration dans le traitement de l'information.



Photo : Rudy Hombenet

Les partenaires étaient face...

"FORMER les journalistes gabonais pour le traitement équitable de l'information politique à la veille de la Présidentielle". Tel était l'un des objectifs visés par le projet "Mieux informer les citoyens du Gabon" mené par les journalistes en Afrique pour le développement (Jade) avec l'appui de l'Union européenne.

Lancés en février 2016, les travaux de ce projet ont été restitués, vendredi dernier, à la Chambre de commerce de Libreville. En présence du coordon-

nateur local dudit projet, Charles Nestor Nkany, du coordonnateur général de Jade, Etienne Tasse, et des différents partenaires. Deux sessions de formation théoriques avaient été organisées, suivies d'une phase pratique selon des standards professionnels. Des exercices qui avaient conduit à la production, la diffusion des émissions radios et la publication du journal école MICCA.

La publication des rapports d'observation de la couverture médiatique des

élections présidentielles au Gabon, second volet du projet, n'aura laissé aucun média indifférent. En ce que, d'après M. Tasse, les rapports rendus publics ont eu pour effet de rappeler et sensibiliser les journalistes et les responsables des médias au respect des règles de l'équilibre et de l'impartialité. Ce qui a permis, à ce jour, note-t-il, des évolutions positives dans la majorité des organes de presse. Laquelle amélioration est, selon lui, perceptible à travers le dernier

rapport qui a porté sur une période allant du 2 janvier 2017 au 28 février 2018. Le rapport note également que les médias ont considérablement amélioré leur traitement de l'information. « En tête de cette évolution positive, il y a le quotidien l'Union qui affiche un indice du niveau de déséquilibre de 3,7 sur une moyenne de 10. Soit le meilleur score en presse écrite. Puis, il y a la chaîne TV+ qui a un indice de 3,6. Parmi les médias qui ont le mieux progressé, il y a ceux qui,

depuis le premier rapport, sont restés parmi les meilleurs. Notamment les journaux en ligne Gabonreview et Gaboneco, les chaînes privées telles que RTN et TVS. Notons également comme évolution positive à saluer celle de Radio Gabon. Dérogeant aux piètres résultats des médias d'Etat, Radio Gabon a maintenu ses efforts d'équilibre et d'impartialité. Ce qui se traduit par un indice juste au niveau de la moyenne, soit 5, contre 5,1 dans le dernier rapport (...). A l'issue de ce

projet, nous avons compris qu'une presse impartiale qui traite l'information avec équilibre et équité et qui respecte les règles de la déontologie est bien possible au Gabon, contrairement à ce que les journalistes nous ont fait croire au lancement du projet», a indiqué le coordonnateur général de Jade.

A noter que ce projet a donné naissance à l'Association gabonaise des journalistes pour le développement (AGJD).



Photo : Rudy Hombenet

... aux coordonnateurs du projet qui a été restitué.